

MARCHE DE TRAVAUX PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE
Articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 de la commande publique

OPERATION :

INSTALLATION DE PORTAILS ET CLOTURES – CPAM ALBI GAMBETTA

CPAM DU TARN

**CAHIER DES CLAUSES
PARTICULIERES
(CCP)**

Maître d'ouvrage – Acheteur

CPAM DU TARN
81016 ALBI Cedex 9

Chapitre – I

Stipulations générales

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE DE TRAVAUX

Le présent marché public de travaux porte sur l'installation de portails et clôtures pour notre site d'Albi Gambetta .

Le marché débute à la notification du présent marché et se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement. Le démarrage des travaux est prévu dès la notification du présent marché.

Le marché public est un marché à procédure adaptée (MAPA) passé selon les articles L 2123-1, R2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il est régi par le CCAG – Travaux en vigueur et le présent cahier des clauses particulières (CCP).

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES ET PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 – Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de compléter l'Offre et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

Le présent CCP est applicable à l'ensemble des lots participant à l'opération de travaux.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le programme technique.

2.2 – Textes applicables et documents de référence :

- Le code du travail,
- Le code de la santé publique,
- Le code de la commande publique,
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018,
- Les normes et règlements de sécurité en vigueur à la date du marché,
- Les DTU et normes en rapport avec l'objet même du présent marché.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. De par sa qualité de professionnel, il sera seul responsable de l'application de la réglementation en vigueur et de celle qui deviendrait applicable au cours du présent marché.

2.3 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles sont classées selon la priorité suivante :

- L'Acte d'engagement,
- Le présent Cahier des Clauses particulières,
- Le programme technique,
- Le livret de sécurité du prestataire et le plan de prévention remis par le Maître d'ouvrage à la notification du marché,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG – Travaux),
- Les actes spéciaux de sous-traitance.

Le titulaire s'engage également, pour les prestations effectuées, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, ainsi que dans son domaine d'activité.

ARTICLE 3 – DEVOLUTION

3.1 – Dévolution

La présente opération est dévolue en un seul lot.

3.2 – Tranches

Sans objet

ARTICLE 4 – INTERVENANTS A L'OPERATION

CPAM DU TARN EN TANT QUE MAITRE D'OUVRAGE.

SARL ARCHITECTURE DOMINIQUE METARFI & EURL SEVERINE VEDY, 60 AVENUE
MARECHAL FOCH 81600 GAILLAC, EN TANT QUE MAITRE D'ŒUVRE.

Chapitre – II Conditions financières du marché

ARTICLE 5 – FORME DU PRIX ET CONDITIONS DE VARIATION

5.1 – Le présent marché est conclu à prix forfaitaires, définitifs et fermes.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

Il en est ainsi tant pour le prix en solution de base, que pour les prix des options.

5.2 – De manière non limitative, on indiquera que les prix des marchés sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- les dispositifs de sécurité,
- les piquetages,

- les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.),
- les frais d'assurances et d'accidents,
- les frais d'études et de reproduction de documents,
- les frais d'essais,
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux
- les frais de chantier, frais généraux et bénéfice,

et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler, si nécessaire, par écrit au maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du programme technique ou des plans pour justifier une demande de supplément.

5.3 – Ne sont pas comprises dans le devis initial les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changement réalisées à la demande du maître de l'ouvrage. Un avenant acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître de l'ouvrage engendrant une augmentation du prix des prestations.

5.4 – Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 14 du CCAG

Les prix nouveaux sont forfaitaires et sont établis aux conditions économiques en vigueur lors du mois d'établissement de ces prix.

Lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'ouvrage dans la consistance des travaux, le prix nouveau tient compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé.

Les prix d'unité contenus dans les décompositions seront utilisés pour l'établissement des prix nouveaux, en particulier lorsque les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Un ordre de service notifie au titulaire des prix provisoires pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs. Ces prix provisoires sont arrêtés par le maître d'œuvre après consultation du titulaire.

Lorsque la personne signataire du marché et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché.

Les matériaux et produits fournis et employés doivent être de première qualité. Tous les matériaux et produits qui ne rempliraient pas rigoureusement les conditions stipulées dans les

normes, les D.T.U et les dispositions du présent CCP seront refusés, déposés et repris par l'entrepreneur. Avant le début des travaux, le titulaire retenu s'assurera que les différents produits qu'il compte utiliser conviennent parfaitement à l'objet du présent marché.

Échafaudages : si l'exécution des ouvrages nécessite l'utilisation de systèmes d'échafaudages roulants ou autres moyens d'accès, ces derniers devront impérativement être conformes à la législation du travail en vigueur. Leur l'installation, leur entretien leur démontage et leur retrait seront à la charge du titulaire.

Les travaux seront exécutés en **site occupé**.

L'attention du titulaire du présent marché est attirée sur les dispositions à prendre afin de garantir, outre son personnel, la sécurité et la protection des personnes présentes à quelque titre que ce soit.

Les techniciens du titulaire s'assurent que toutes les personnes présentes sur les sites soient informées de leurs interventions par la mise en place des mesures adéquates (balisage de zone...). Ils portent et utilisent leurs équipements de protection individuelle de sécurité et assurent leur sécurité (risque électrique, travaux en hauteur...) conformément à la législation en vigueur.

Le titulaire devra respecter les consignes d'utilisation des ascenseurs et notamment ne pas dépasser les charges maximales autorisées. En aucun cas il ne devra perturber le fonctionnement global du bâtiment.

Le titulaire du présent marché devra impérativement après ses interventions, et au minimum à la fin de chaque journée de présence sur site, assurer le nettoyage des locaux afin de laisser les lieux et les équipements objets du marché en parfait état de fonctionnement et de propreté. Par « nettoyage des locaux », il faut comprendre l'ensemble de l'emprise de la zone travail et les accès du bâtiment utilisés pour les travaux dans leur globalité. Cela concerne par conséquent aussi bien les sols, que les revêtements muraux et les plafonds...

Il est formellement interdit au titulaire de laisser ses déchets et/ou emballages professionnels dans les bacs à déchets des organismes.

5.5 – Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé "mois zéro".

Pour le présent marché, le mois M0 est le mois précédent la remise des offres tel qu'indiqué dans l'offre, soit juillet 2025.

ARTICLE 6 – ACTUALISATION / REVISION DES PRIX

6.1 – L'actualisation devient effective si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Dans ce cas, les prix des marchés de chacun des lots concernés seront actualisés au moyen des index ou indices prévus ci-après.

Sont traités à prix ferme comportant une clause d'actualisation les marchés de tous les lots de cette opération.

Pour le présent marché, il sera fait application de la formule d'actualisation suivante :

Pactualisé = Pinitial X (I (m-3)/Im0)

Où :

I = valeur de l'index de référence concernant la nature des travaux

I (m-3) = valeur de l'index du mois antérieur de 3 mois au mois m du début d'exécution des travaux

Im0 = valeur de l'index du mois m0 (mois de remise des offres).

Les formules de variation seront obligatoirement établies en index « Bâtiment » ou « Travaux Publics », sauf dans le cas où la nature des ouvrages ne permettrait pas le rattachement aux index.

Dans ce cas, les formules seraient établies en indices BOCCRF - Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ou INSEE.

6.2 – En application de l'article 18 du CMP, les prix des marchés révisables seront révisés mois par mois, suivant les décomptes mensuels, au moyen de la formule prévue à l'article 6.4 ci-après, avec partie fixe de 15%.

La valeur « Pn » en règlement d'un acompte du mois « n » s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$Pn = Po (0,15 + 0,85 (Z))$$

Dans laquelle :

Pn = Prix de règlement

Po = Montant mensuel à la date d'établissement des prix d'un décompte « n », y compris les approvisionnements à cette date.

0,15 = Partie fixe

0,85 = Partie variable

Z = Formule de variation dont la somme des paramètres est égale à 1,00.

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur lorsque la quatrième décimale sera égale ou supérieure à 5, et au millième inférieur dans le cas contraire.

6.3 – Des révisions provisoires pourront être effectuées en cours de travaux à l'aide des derniers index ou indices, la révision complémentaire étant effectuée dès la diffusion de la valeur des index ou des indices réellement applicables à la période considérée. Cependant, lorsqu'un coefficient provisoire a été utilisé, il ne pourra pas être remplacé par un autre coefficient provisoire ultérieur, mais seulement par le coefficient définitif.

Le paiement calculé sur la base des valeurs finales des index ou des indices intervient au plus tard 3 mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

6.4 – Formules de variation

Les formules de variation seront obligatoirement établies en index « Bâtiment » ou « Travaux Publics », sauf dans le cas où la nature des ouvrages ne permettrait pas le rattachement aux index. Dans ce cas, les formules seraient établies en indices BOCCRF - Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ou INSEE.

Les index de référence sont ceux précisés au 6.1 ci-dessus.

ARTICLE 7 – DECOMPTES MENSUELS ET DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

Il doit être utilisé l'application CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) pour l'envoi des factures.

7.1 – Décomptes mensuels

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, ainsi que leur avancement en pourcentage pour chaque article du devis. Les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits seront également repris. Les décomptes devront être établis en euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.

7.2 – Projet de décompte final

En application de l'article 13.3 du CCAG, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par l'entrepreneur concerné et remis au maître d'ouvrage à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux dans un délai de 45 jours calendaires ou, afin de permettre la révision définitive, dans un délai d'un mois à partir de la publication des index ou indices de référence.

En application de l'article 13.3.2 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans la production du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du titulaire.

Le projet de décompte final devra être présenté comme suit :

1) Travaux suivant marché

Rappel du forfait HT

Travaux non exécutés HT
(N° de référence du devis)

Ensemble base marché HT

Actualisation ou révision des prix sur travaux réellement exécutés
.....
(Index ou indices parus officiellement)

TOTAL HT

2) Travaux supplémentaires

Travaux en plus, valeur marché HT
(N° de référence des prix du devis)

actualisation ou révision des prix sur travaux en plus en valeur marché HT
(Index ou indices parus officiellement)

Travaux en plus, valeur exécution HT
(sur justification)

TOTAL HT
	<hr/>
TOTAL GENERAL HT
PENALITES
suivant CCAP	
RESTE
TVA
TOTAL GENERAL TTC

Le projet de décompte final vérifié et accepté par le maître d'ouvrage devient le décompte final,

Dans le cas d'une réception partielle, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux. La dernière décision de réception partielle conditionne l'envoi du projet de décompte final des travaux.

7.3 – Décompte général et définitif

Le décompte général accepté par l'entrepreneur ou réputé comme tel devient le décompte général et définitif du marché.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

ARTICLE 8 – AVANCES

8.1 – Conformément à l'article R 2191-3 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance égale à 5% (et maximum 30 %) si le montant du marché initial, ou de la tranche en cas de marché à tranches, est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux (2) mois.

De la même manière, une avance de 5% pour les marchés de travaux ne remplissant pas les conditions de montant et de délai visés ci dessus pourra être versée au cocontractant sous réserve qu'il en formule la demande expresse au maître de l'ouvrage par toute voie probante, ceci, avant tout commencement du règlement des travaux.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

8.2 – Une avance de 5% est versée, sur leur demande, aux sous traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur.

8.3 – Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

8.4 – Aucune avance supérieure à 30% n'est prévue pour le présent marché.

ARTICLE 9 – DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté,

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 10 – NANTISSEMENT/CESSION DE CREANCES

10.1 – En cas de cession ou de nantissement, l'acheteur remet à la demande du titulaire unique ou du groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié dans l'offre ou dans le certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

10.2 – Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

10.3 – En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des travaux, le titulaire devra présenter à l'acheteur l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis.

Si le titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, l'acheteur procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

10.4 – Conformément à l'article 117 du CMP, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

ARTICLE 11 – RETENUE DE GARANTIE

11.1 – Conformément aux articles R2191-32 à R2191-35, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

11.2 – La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande", ou par une caution personnelle et solidaire.

11.3 – L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le Ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

11.4 – En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

11.5 – En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

11.6 – Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire, à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie ou cette caution sont constituées pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de cette garantie.

11.7 – La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

Chapitre – III Conditions d'exécution du marché
--

ARTICLE 12 – ORDRES DE SERVICE

Les travaux sont exécutés par l'entrepreneur, sous la direction du maître d'ouvrage, conformément aux ordres de services émanant du maître d'ouvrage, plans et dossiers remis.

Le démarrage général des travaux sera notifié par l'acheteur. Il sera porté à la connaissance des titulaires de tous les lots.

Chaque lot fera ensuite l'objet d'un ordre de service spécifique de démarrage des travaux.

ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

13.1 – Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant de l'acheteur.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec l'acheteur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

13.2 – Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

13.3 – Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quelque soit le montant de la sous-traitance.

Tout sous-traitant occulte dûment constaté par l'acheteur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, l'acheteur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

13.4 – En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à l'autorité compétente de l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1) une déclaration spéciale mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées,
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix,
- e) les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

2) Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

Si cette demande est intervenue après la date limite de remise des offres, et *a fortiori* après notification, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties.

Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne signataire du marché lorsque celui-ci en fait la demande. S'il n'a pas rempli cette obligation 15 jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 1/1000

du montant du marché. Si un mois après la mise en demeure, aucun contrat de sous-traitance n'a été transmis, l'acheteur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

13.5 – Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct.

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur à l'entreprise principale, et à l'acheteur, par toute voie probante. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

A la réception des factures, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et à l'acheteur.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse à l'acheteur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans les délais règlementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par l'acheteur.

13.6 – Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement.

Le sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu de la personne signataire du marché l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant l'envoi à la personne signataire du marché, par pli recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé, de la caution personnelle et solidaire, ou d'une délégation de paiement acceptée par le représentant de l'acheteur.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire aux fins de remise au représentant de l'acheteur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant de l'acheteur pour paiement à son sous-traitant à concurrence des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte qui doit être remis au représentant de l'acheteur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 13.5 du présent CCAP.

ARTICLE 14 – DELAIS D'EXECUTION

14.1.1 – Délai contractuel d'exécution

Si les travaux ne sont pas achevés à l'expiration du délai d'exécution fixé par le marché (voir 14.1.3), par la faute de l'entreprise, la valeur finale de l'index, pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, est appréciée au plus tard soit à la date contractuelle de réalisation des prestations, soit à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

14.1.2 – Calendrier prévisionnel d'exécution

Les délais d'exécution partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier, et la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

14.1.3 – Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'entreprise et validé par le maître d'ouvrage.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction / réhabilitation fait l'objet des travaux

ARTICLE 15 – PENALITES DE RETARD

15.1 – Tout délai d'exécution prévu par le présent marché pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités suivantes.

15.2 – En cas de retard dans l'exécution des travaux

Il sera appliqué automatiquement à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris) :

- une pénalité de 1/3000^{ème} du montant du marché, avec un minimum de 100 €, quel que soit le lot concerné.

15.3 – Pénalités spéciales

Des pénalités seront appliquées en cas d'absence aux rendez-vous de chantier et dans le cadre de retard dans la remise des projets de décomptes dans les conditions qui suivent :

- Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement chaque semaine, au jour et à l'heure fixés par le maître d'œuvre.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne compétente, capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra frapper d'une pénalité de 100 € par absence.

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif.

Tout retard de plus d'une demi-heure ou départ anticipé et non autorisé par le maître d'œuvre sera considéré comme une absence.

15.4 – Pénalité pour travail dissimulé

Après mise en demeure préalable, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur pourra appliquer une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché ou résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 16 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure notifiée par ordre de service, sans préjudice d'application des pénalités prévues supra.

ARTICLE 17 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les prestations définies dans le présent marché sont des spécifications techniques formulées par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, notamment des agréments techniques ou d'autres référentiels techniques élaborés par les organismes de normalisation.

Le titulaire doit respecter les prestations dont les spécifications techniques ont été précisées et sur lesquelles il s'est engagé ainsi que les prestations équivalentes à ces spécifications techniques sur lesquelles il s'est également engagé.

ARTICLE 18 – PERCEMENTS ET SCELLEMENTS

Chaque entrepreneur doit effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, sauf dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation (ou aux dates fixées pour la remise des études techniques). Les scellements et les raccords restent dans tous les cas aux frais de chaque entrepreneur.

Dans le cas où les travaux ou réservations n'auraient pu être effectués en temps voulu en raison du retard d'une entreprise, ceux-ci seraient exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

De même, si un entrepreneur doit effectuer des tranchées, trous, percements, scellements ou raccords dus au titre du marché d'une autre entreprise, ceux-ci seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

Les tranchées, trous, percements, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrages en béton armé, précontraint ou charpente métallique, devront être exécutés obligatoirement par les entrepreneurs responsables des travaux de béton armé, précontraint ou charpente métallique.

ARTICLE 19 – PERIODE DE PREPARATION PREALABLE A L'EXECUTION EFFECTIVE DES TRAVAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

Il est fixé une période de préparation incluse dans le délai global d'exécution. Sa durée exacte sera précisée lors de la notification des marchés.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

ARTICLE 20 – ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE SUR LE CHANTIER

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

Chapitre – IV

Droits et obligations inhérents à l'achèvement des travaux

ARTICLE 21 – RECEPTION DES OUVRAGES OU TRAVAUX (RECEPTION GLOBALE)

21.1 – Le titulaire du présent marché devra impérativement respecter les données techniques du présent CCP. Les opérations de réception et vérification des travaux se feront conformément aux dispositions du CCAG-Travaux en vigueur.

Chaque entrepreneur avise l'acheteur de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'ouvrage aura à sa charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

Un constat d'achèvement des travaux pourra être éventuellement établi lorsque l'entrepreneur en fera la demande. En aucun cas, ce constat ne vaut réception des travaux au sens des articles 1792 et 1792-4-1 du Code civil.

Les réserves seront notifiées aux entrepreneurs des lots concernés avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

21.2 – Dans le cas où les travaux de reprise n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, la personne signataire du marché peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la personne signataire du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

ARTICLE 22 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire remettra à la personne signataire du marché, le jour des opérations préalables à la réception, en 3 exemplaires sur support papier, les plans d'exécution, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur et ayant reçu le visa du maître d'œuvre.

En même temps, il sera également remis une version informatisée, sur clé USB, des documents ci-dessus, compatible avec les logiciels Word et Excel.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs,

ARTICLE 23 – GARANTIES

Le titulaire du présent marché doit deux types de garanties :

- la garantie de parfait achèvement,
- la garantie décennale.

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou ouvrages.

23.1 – La durée de garantie de parfait achèvement est fixée, pour tous les travaux et ouvrages, à 1 an.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées,
- exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

23.2 – La garantie décennale couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du Code civil.

La garantie décennale s'applique également aux installations techniques encastrées.

ARTICLE 24 – ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du Code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.
L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 25 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend concernant l'exécution du marché, le Maître de l'ouvrage et le titulaire peuvent, dans le but d'aboutir à une solution amiable et équitable, saisir :

- Soit le médiateur des entreprises (articles L2197-4, R2197-23 et R2197-24 du code de la commande publique),
- Soit le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de la région Occitanie.

A défaut d'accord amiable, toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du tribunal judiciaire d'Albi.

ARTICLE 26 – RESILIATION

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, sauf l'article 46.2.1, sous réserve des précisions suivantes :

26.1 – Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité

La personne signataire du marché se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

26.2 – Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles L 620 et suivants du Code de commerce,

- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

26.3 – Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- a) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail,
- b) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- c) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire,
- d) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées au CCAG Travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

26.4 – Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 28-2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché,
- la déclaration produite en application du code de la commande publique a été reconnue inexacte.

ARTICLE 27 – MESURES COERCITIVES

Conformément à l'article 48 du CCAG, la personne signataire du marché se réserve la faculté de recourir à la mise en régie en tant que mesure coercitive à l'égard du titulaire qui ne se conformerait pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service après mise en demeure, notifiée par la personne signataire du marché, restée infructueuse.

Dans le cas où l'acheteur déciderait de recourir à la régie, sa mise en œuvre ne pourrait être que temporaire (au plus 1 mois), à l'issue de laquelle la résiliation aux frais et risques de ce dernier sera prononcée, si l'entrepreneur ne reprend pas les travaux.

Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation sont à la charge du titulaire.

Si l'acheteur ne recourt pas à la régie, il prononce une résiliation simple, après mise en demeure restée infructueuse.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement conjoint, l'article 48.7 du CCAG s'applique en plus des précisions ci-après.

Lorsque le mandataire est défaillant non seulement dans son rôle de mandataire mais aussi en tant qu'entrepreneur vis-à-vis des travaux dont il est chargé, il sera fait application des modalités suivantes.

Si les cotraitants du mandataire défaillant l'acceptent expressément, une nouvelle entreprise peut être substituée au mandataire pour les travaux dont il est chargé après résiliation du marché en tant qu'il est conclu avec lui, et un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 48.7.2 du CCAG. Ces modifications sont prises en compte par un avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et les dits co-titulaires, y compris le nouvel entrepreneur.

Faute de l'accord des co-titulaires du mandataire défaillant, le maître de l'ouvrage passera un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par ledit mandataire.

Dans ce cas :

- si les autres co-titulaires en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls : un avenant désigne alors clairement la part des prestations exclues du marché et celles restant à fournir par chacun des co-titulaires du groupement ainsi réduit.
- dans le cas contraire, la personne signataire du marché résilie la totalité du marché.

ARTICLE 28 – CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

➤ Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.